

Chaleur humaine

Erosion sociale

- Episode 1 -

« **I**l y a de plus en plus d'endroits où il n'y a plus d'aide sociale. Ce sont des petits déserts sociaux, soit des déserts associatifs, soit des déserts de services, c'est-à-dire un type d'aide que plus personne, ou presque, ne propose. » Le 10 juin 2025, à l'occasion d'une interview (sur un tout autre sujet) pour *Imagine*, Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des services sociaux (FdSS), évoquait l'existence de déserts sociaux en Belgique, pays dont l'étendue du tissu social et associatif est pourtant reconnue. Une phrase qui a piqué la curiosité de la rédaction. A travers une série en six épisodes, grâce au soutien du Fonds pour le journalisme, *Imagine* ambitionne de documenter l'existence de ces déserts, leur étendue, leurs formes diverses et leurs impacts ainsi que les bouleversements que traverse le secteur social (administrations et associations confondues), à l'heure de la réforme des allocations de chômage, mesure-phare de la coalition Arizona au fédéral. Premier arrêt à Namur.

Jacques 68 ans, remplit quelques grilles de mots-fléchés devant l'abri de nuit. Les Sauverdias étant fermés depuis 5 jours, il n'a pas d'autre endroit où s'abriter en journée. La température extérieure enregistrée est de -2 degrés.

Fonds pour
le journalisme

Un reportage de **Sarah Freres** (texte) et **Jean-Christophe Guillaume** (photos). Réalisé avec l'aide du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles



Le 1^{er} janvier 2026, les Sauverdias, dernier accueil de jour ouvert le week-end à Namur, fermait ses portes. Si une solution bancaire a été trouvée durant le plan hiver, la suite reste incertaine. La disparition de ce lieu emblématique, qui accueillait un public précaire sur le plan alimentaire, financier mais aussi relationnel, révèle un tissu social qui s'effiloche, sur fond de réforme des allocations de chômage.

« Toute personne a droit à... l'alimentation, l'habillement, le logement, des soins médicaux. » Sur le bout d'un trottoir du côté de Jambes, des volutes de buée, fumée de cigarettes et café pirouettent au-dessus d'un groupe d'hommes blottis dans une flaque de soleil. L'air est sec, le froid saisissant, le ciel découvert, et sur un ticket jauni à échanger contre une boisson, ce condensé de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme rappelle l'élémentaire¹. Sur le trottoir d'en face, l'abri de nuit géré par le CPAS de Namur s'est déjà vidé depuis une paire d'heures : l'hébergement y est organisé jusque 7h30. Celles et ceux qui y ont une place – il y a trente-trois lits, auxquels s'ajoute une trentaine d'autres en période hivernale – ont pour habitude de traverser la rue de Dave pour se réfugier aux Sauverdias, un lieu d'accueil de jour et restaurant social ouvert de 7h30 à 15h, sauf le lundi. Au menu : café, thé ou soda, une télévision à zieuter, un petit-déjeuner avec des viennoiseries à 1,50 euro, un repas chaud et complet – potage, plat et dessert – à midi pour trois euros. La douche coûte deux euros, une lessive cinq. Le dimanche, on vient pour les frites. Cette semaine, la dernière de 2025, elles garnissent un traditionnel poulet-compote. « C'est varié, copieux. On vient parce qu'on n'a pas les moyens de se payer un bon repas mais aussi parce qu'on est seul. On discute cinéma, on joue aux cartes... Ce genre de contact n'existe pas quand on est isolé ou qu'on vit dans la rue. C'est un endroit social indispensable ! », souligne Luc (prénom d'emprunt), habitué depuis une décennie. Derrière les portes battantes des Sauverdias – terme wallon qui désigne un groupe d'oiseaux se réunissant autour d'un peu de pain –, une dizaine de bénévoles tourbillonnent. « Des pensionnés comme moi pour la plupart », désigne Philippe, présent le week-end depuis un bon quart de siècle. Marie-Rose vient quant à elle ici depuis neuf ans, parfois avec ses petits-enfants. « Venir ici est une partie importante de ma vie. Ça lui donne du sens, plus que de distribuer une pièce par-ci par-là », avance-t-elle. Oxana, la jeune de la bande, « entre la rue et le travail »,

balaie le restaurant du regard. « J'ai envie de travailler mais personne ne veut m'embaucher. Le bénévolat, c'est une manière de rester active, en contact avec des gens, de manger gratuitement... Cet endroit est un refuge pour tout le monde », illustre-t-elle. Dans la salle, on joue aux cartes, on réchauffe ses gants sur un radiateur, on ferme un peu les yeux pour faire dégonfler leurs poches de fatigue. A l'accueil, Annie salue Yvette, une bénéficiaire – « ça va ma poule ? », « oui, donne-moi un ticket première classe ma petite Annie ! » – et tend à Michel un sachet pour emporter les restes de son repas. Appuyée sur une béquille qu'elle surnomme Germaine, cette retraitée parcourt régulièrement les 33 kilomètres qui séparent les Sauverdias de son domicile. « Je suis veuve, rester seule et enfermée chez moi, ça ne m'intéresse pas. Rendre service, donner un peu de réconfort, du soutien moral, c'est mon plaisir. Et c'est un donné pour un rendu ! » En cuisine, Sabrina, l'unique salariée, réchauffe la potée aux choux. Au comptoir, Bernadette s'inquiète : la dernière bouteille d'orangeade est vide. « Je vais aller voir au Spar s'ils veulent bien en donner deux ou trois. » De son côté, Bernard s'affaire à la plonge et partage des bribes de son histoire. Une carrière dans un service public, plutôt haut placé dans la hiérarchie, un divorce, une pension alimentaire impayée et des factures qui s'empilent, des huissiers, des saisies, la dégringolade. Pensionné depuis quinze ans, il est à la rue depuis un semestre et dort à l'abri de nuit depuis un mois. « Les accidents de la vie, ça arrive... », dit-il. Son investissement aux Sauverdias lui garantit un lit prioritaire. A la fin du service, vers 15h, il se chargera des poubelles, puis prendra le bus jusqu'à la gare de Namur où il attendra jusqu'à 21h, heure de l'ouverture de l'abri de nuit de Jambes. Comme tout le monde ici, Bernard est déboussolé : dans 48 heures, les Sauverdias mettent la clé sous la porte après trente-sept ans d'activités. En signe de deuil, Frère Nico, 83 ans, responsable de ce lieu appartenant aux Frères de la Charité, une congrégation gantoise, a accroché des boules de Noël noires au sapin. « Je suis si triste de devoir mettre les gens dehors », peste-t-il. L'argument

de la congrégation : un nombre décroissant de Frères et des caisses de plus en plus vides. A Namur, cette fermeture est un séisme local : les Sauverdias est le seul lieu d'accueil de jour ouvert le week-end et les jours fériés. Une solution fugace a été trouvée jusqu'à la fin du plan hiver : de la soupe et des sandwiches au poulet ou au fromage fournis par les Restos du Cœur sont distribués à Li P'tite Buwèye, qui cède ses locaux à trois employé-es du Relais Social Urbain Namurois (RSUN) embauché-es à cet effet. Bernadette, Marie-Rose et Philippe ont tenu à y prolonger leur bénévolat. Ce dispositif est unanimement jugé imparfait et insuffisant : la cuisine est trop petite, les couques doivent être coupées en deux ou trois « pour que tout le monde en ait un bout », l'équipe se sent en insécurité et l'heure d'ouverture est trop tardive – « entre la sortie de l'abri de nuit à 7h et l'ouverture à 9h30, les gens ont le temps d'avoir faim, froid et sont à cran ». « J'en viens à me réjouir que ça se termine le premier week-end d'avril », y avoue-t-on, sous couvert d'anonymat. Et après la phase hivernale ? Un rachat des Sauverdias par la Ville ? Impossible, « vu le déficit structurel des finances publiques [les Frères de la Charité demandent 490 000 euros pour le bâtiment] », commente Dorothee

Klein, présidente du CPAS namurois (Les Engagés). Une reprise par une autre association ? « Personne ne souhaite ouvrir le week-end, c'est trop lourd et plus cher à porter. Tout le monde est déjà sur les genoux, vu l'augmentation de la pauvreté et de la précarité », appuie-t-elle. Les chiffres des dénombrements du sans-abrisme et de l'absence de chez-soi coordonnés par le RSUN reflètent effectivement cette évolution. A Namur, 1 146 adultes et enfants étaient comptabilisés comme tels en 2021, contre 1 244 en 2024. « Tout le monde est lucide sur les limites de la façon dont on accompagne la grande précarité. C'est un peu désespérant... Et on est de plus en plus conscient d'un sentiment d'urgence et de la nécessité de faire autrement. Car tout le monde est préoccupé : la police, les hôpitaux, le secteur social, les commerçant-es, les citoyen-nes, etc. », admet Dorothee Klein, sans pour autant s'inquiéter de la réforme du chômage et du risque de précarisation que pointent d'autres interlocuteur-rices. « Il ne faut pas tout mélanger », répète-t-elle. Pourtant, »

Le Frère Nico de la Congrégation des Frères et des Amis des Frères de la Charité fait ses adieux aux bénévoles des Sauverdias. Présente sur le territoire depuis 1987, l'association vient de servir son dernier repas.



– Jean-Christophe Guillaume

les filets de sécurité actuels sont insuffisants : selon le recensement de 2024, 80 % des adultes sans-abri ou mal logés dans l'arrondissement administratif de Namur (soit seize communes) ont des revenus : 7,2 % ont un emploi et 70,7 % des revenus de remplacement (46,5 % bénéficient du revenu d'intégration sociale, 8,4 % touchent une allocation de chômage).

Les p'tits qu'on spotche

1^{er} janvier 2026, c'est le dernier service aux Sauverdias. Frère Nico et tous les bénévoles portent un brassard noir. La salle est bondée, la traditionnelle choucroute de Nouvel An fume dans les assiettes. René, chargé de remettre un cadeau de remerciement à Frère Nico, anticipe ce qui l'attend : *« Des endroits comme celui-ci, il n'y en a qu'un à Namur. L'alternative proposée : des sandwiches mous, de la soupe... Ce n'est pas suffisant. Et puis, ici, il y a de la sérénité, ce n'est pas nécessairement le cas ailleurs. »* A une table voisine, André et Daniel papotent. *« Vous allez faire votre reportage et puis il ne va rien se passer ! C'est un papier qui va partir à la poubelle. Pardon mais c'est vrai hein ! »*, interpelle Daniel, un personnage un brin excentrique. André, *« enfant de la rue »*, la septantaine, une pension *« trop juste »*, le portrait du fiston accroché dans la camionnette qui lui sert de maison, accuse aussi le coup. *« Ça va mon p'tit poussin, glisse-t-il à une connaissance. Il y a des mots doux comme ceux-là qu'on ne prononcera plus, des gens qu'on ne verra plus... »* Avalant une boule de purée, Jack abonde et interroge, lui aussi, la brutalité de la solution proposée pour le restant du plan hiver : *« Ici, il y a beaucoup de retraités avec une petite pension ou de personnes vivant dans des logements sociaux qui viennent pour le côté "chaleur humaine". Les autres associations ne drainent ni les mêmes publics, ni les mêmes problématiques, et les rassembler peut être brutal. »*

« Tout le monde est conscient des limites de la façon dont on accompagne la grande précarité. C'est un peu désespérant... Et on est de plus en plus conscient d'un sentiment d'urgence et de la nécessité de faire autrement »

— Dorothée Klein, présidente du CPAS de Namur (Les Engagés)

A l'accueil, Annie annonce la fin de la choucroute. Quelques nonante assiettes ont été servies - *« ça n'arrive pas souvent qu'on tombe à court »*. Nicole, à l'autre bout de la pièce, sort des boulettes sauce tomate. Dans la salle, on applaudit Frère Nico et son discours d'adieu. Les larmes aux yeux, un bénéficiaire saisit le moment pour interroger les priorités communales : *« on se demande bien où elles sont ! »*. Un autre embraie en wallon : *« Oui, c'est toti les p'tits qu'on spotche ! » « On va devoir aller à Li P'tite Buwèye mais il y a tout le temps des bagarres là ! Moi je ne veux pas d'ennuis, je suis en probation... »*, souffle encore un autre. Désireux d'échanger, Luc (prénom d'emprunt), déroule : *« Ici, c'est comme un feu de bois. Sympathique, convivial. Mais si tu ne recharges pas le feu, il se meurt et il n'en reste que des cendres. La Ville dit qu'il n'y a pas d'argent pour trouver une solution. Mais il y en a pour les Fêtes de Wallonie, pour bétonner le centre ! Ce n'est pas juste. Si on était le Soudan ou l'Ethiopie, je ne dis pas. Mais Namur est une ville bourgeoise, capitale de la Wallonie, gouvernée par des Engagés qui vantent leurs valeurs*

humanistes... Il y a un tel décalage avec la réalité ! Moi, ça va encore, j'ai une alternative parce que j'ai un logement. Mais ceux qui n'en ont pas, ils ne vont plus manger grand-chose le week-end. » L'heure de fermeture approche, Frère Nico salue chaque personne qui quitte les lieux. Il souhaite les vœux de bonne année, *« que tout aille bien dans votre vie »*, rappelle où trouver de la soupe, un sandwich et un repas (à emporter) le week-end suivant. *« A emporter ? Donc, on nous donne à manger mais on nous laisse manger dans le froid ? »*, relève un bénéficiaire. A 14h57, il éteint une première lampe, une dizaine de personnes sont encore là. *« Excusez-moi mais je dois fermer »*, assène-t-il à contre-cœur. Didier insiste pour voir le départ de la course de cyclo-cross sur RTL Sports. Tout juste expulsé de son logement, la télé des Sauverdias lui servait d'échappatoire. Le coup d'envoi donné, Didier et Frère Nico observent un instant les vélos s'enfoncer dans la boue. A 15h04, Frère Nico éteint le téléviseur. Didier agrippe son cabas et se dirige vers la sortie. *« Toutes les bonnes choses ont une fin »*, marmonne-t-il.

Plus de besoins, moins de moyens

Trois mois plus tard, Didier est attablé aux Restos du Cœur et termine un croque-monsieur sous le regard espion de Coluche, dont le portrait domine la salle. Il dit avoir trouvé un logement - *« il y a une télévision ! »* - après plusieurs mois à l'abri de nuit. *« J'ai dépensé beaucoup plus d'argent pour me nourrir depuis la fermeture des Sauverdias. Ça a rendu mon quotidien plus difficile »*. Une difficulté que partage, à une autre échelle, l'équipe des Restos du Cœur. *« Cette fermeture a entraîné une augmentation des publics chez nous... Sauf qu'on a le même budget ! La balance n'est donc plus équilibrée »*, établit Sophie Labye, responsable du service cuisine. *« Avec la*

réforme du chômage, ça ne va pas s'améliorer. Sur le long terme, je crains qu'on ne puisse pas répondre à toutes les demandes », complète son collègue, Hadrien Webert-Simon, chargé des relations extérieures. Comme de nombreuses associations, les Restos du Cœur observent un « effet ciseau » : les besoins sont élevés mais les moyens (les dons financiers et alimentaires notamment) se réduisent. *« En 2026, la Fédération des Restos du Cœur de Belgique devra faire face à une situation particulièrement préoccupante. Le gouvernement fédéral a décidé de réduire de 44 % l'aide alimentaire européenne dont nous bénéficions »*, note l'association, estimant la perte indirecte à près de 420 000 euros avec un *« impact direct sur notre capacité à soutenir les personnes les plus vulnérables »*. Dans l'arrière-cuisine, l'équipe expose ses angoisses - *« y compris pour nos emplois, nous sommes sous contrats APE [une réforme des aides à la promotion de l'emploi, un mécanisme de soutien financier pour pérenniser ou créer de l'emploi dans les secteurs publics et non marchands, est en cours] »* - et craint les effets d'une saturation des services. Violences accrues, tensions exacerbées... *« Il faut toujours être vigilants, ça peut péter à tout moment »*, prévient Sophie Labye. Dans le centre historique, à Li P'tite Buwèye, ce constat est criant. Sur les coups de 16h, Jean-Pierre, éducateur de rue, ferme le lavoir et s'apprête à nettoyer des locaux. Dehors, dans une cour attenante à celle d'une école maternelle, son collègue Jean-Marc discute avec des personnes précarisées. La porte d'entrée du travail social effectué ici : un café, une douche, une lessive, le besoin de se poser dans la salle d'accueil... *« Depuis la fermeture des Sauverdias, on tourne autour de 90 personnes accueillies chaque jour, parfois 120, alors qu'avant, c'était plutôt entre 60 et 80. L'année dernière, le maximum - et ce n'est arrivé qu'une fois -, c'était 87 personnes. Et en 2022, il y avait entre 20 et 30 personnes. Ça a vraiment »*



— Jean-Christophe Guillaume

Nicole débarrasse les derniers plateaux. Pour un repas chaud et complet - potage, plat et dessert - les bénéficiaires devaient s'acquitter de la modique somme de 3 euros.

Dans la salle principale des Sauverdias, René et son « ami de galère » échangent quelques réflexions mais aussi des provisions pour les jours à venir.

Frère Nico est chaleureusement remercié par les bénéficiaires des Sauverdias pour son travail durant toutes ces années. Derrière lui, les derniers pains provenant d'inventus de supermarchés de la région attendent d'être distribués.

« La fermeture d’un lieu peut provoquer des chocs de découragement pour celles et ceux qui s’y sont investis. Et pour les populations qui le fréquentent, on casse une branche de l’équilibre fragile qu’ils ont construit »

— Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP)

explosé !, contextualise Charlotte Muûls, directrice de l'association. Continuer comme ça n'est pas tenable, notamment pour des questions de sécurité et de légalité. Selon les pompiers, on ne peut accueillir que 75 personnes simultanément. Allons-nous un jour devoir refuser des gens ? Ou limiter l'accès ? Pour nous, il est clair qu'il faut a minima un autre accueil de jour sur Namur. » Du côté du public accueilli, « beaucoup nous disent que c'est trop bruyant, que leur tête va exploser, qu'il y a désormais trop de tensions », répercute Jean-Pierre. Et côté travailleur-euses ? « Depuis le début de l'année, on est tous épuisés à tour de rôle. On sent bien qu'on est désormais

la première et la dernière ligne », regrette-t-il, en listant l'ampleur de la tâche. Trouver des vêtements propres pour ce soixantenaire qui a passé la nuit au parc et qui n'a pas de quoi se changer, chercher un logement pour un autre. Rédiger des CV. Appeler le CPAS. Bloquer une carte bancaire perdue. Accueillir de façon inconditionnelle : « Contrairement à beaucoup de services sociaux, il ne faut pas avoir un projet pour pousser notre porte. » Veiller au respect du règlement interne, dont l'interdiction du deal et de la consommation de drogues dans les murs de l'association. Encadrer des médiations de dettes. Appeler le dispositif d'urgence sociale. Trouver une place à l'abri de nuit. Dans le regard de Jean-Pierre, embué d'émotions, un sentiment de perte de sens domine. « On se débrouille mais on est en sous-effectif, donc moins disponibles pour les bénéficiaires... » Un cri l'interrompt : dans l'arrière-cour, Jean-Marc tremble, tout juste victime d'une agression. « Tu veux qu'on ferme ? », s'enquiert son collègue. Secoué, Jean-Marc refuse, examine l'état de ses nouvelles lunettes et se frotte la poitrine pour en chasser le poids « qui m'écrase et me serre le cœur ». A la P'tite Buwèye, les fermetures sont désormais régulières en raison de violences à l'encontre du personnel, de la surcharge de travail ou d'un risque sanitaire.

Rase-campagne sociale

Cette exaspération rampante des personnes vulnérables est, de l'avis général, à lier au contexte de précarisation et de rétrécissement du paysage social local. « Plusieurs lieux d'accueil ont fermé en très peu de temps en périphérie namuroise. La Croix-Rouge ou l'Espace Dignité en 2023 [ce lieu a rouvert mais uniquement pour les femmes], et puis maintenant les Sauverdias », retrace Olivier Hisette, coordinateur-général du Relais Social Urbain Namurois. Aujourd'hui, Li P'tite Buwèye devenant de facto l'unique accueil de jour ouvert dans l'hypercentre, « il y a un effet de ressac avec le retour d'une partie de la précarité "visible" dans le centre urbain, ce qui crée un phénomène nimby [not in my backyard, un terme utilisé pour désigner une attitude consistant à approuver un projet pourvu qu'il se fasse ailleurs que dans son « arrière-cour »] et des complications en termes de cohabitation urbaine », poursuit-il. Cette pénurie de structures d'accueil a de multiples conséquences pour des publics déjà largement fragilisés. Las, Olivier Hisette les énumère : victimes susceptibles de croiser leurs agresseur-euses, proximité accrue entre vendeur-euses et consommateur-rices de drogues, manque (si pas absence) de toilettes accessibles et gratuites le week-end. « Une atteinte aux besoins primaires des personnes, particulièrement problématique pour les femmes », soulève-t-il. Les possibilités pour se protéger de la pluie sont également maigres : « Les citoyen-nes pensent souvent que l'apport principal d'un accueil de jour, c'est d'avoir à manger. Or, pour manger, il y a encore



- Jean-Christophe Guillaume

Avant-veille de la fermeture des Sauverdias, un bénéficiaire muni d'un sac de congélation de supermarché passe devant l'association. Sur son sac, un slogan publicitaire se mue, compte tenu du contexte, en un appel à l'aide.

moyen de se débrouiller, via des dons, des sandwiches ou des soupes suspendues. Mais avoir accès au sec, pouvoir fermer les yeux, être dans un endroit où une forme de sécurité est garantie et se reposer, c'est fondamental ! En accueil de jour, les jours de pluie sont d'ailleurs souvent les plus remplis. » A l'aube du printemps et de la fin de la phase hivernale, l'absence de réponse structurelle concernant l'accueil de jour à Namur en questionne plus d'un. « Ils ne peuvent quand même pas laisser les gens sans solution », s'insurge une bénévole des Sauverdias, plusieurs mois après sa fermeture. « Soyons clair, la solution actuelle, c'est de la dépanne, on ne peut pas continuer comme ça », affirme Charlotte Muûls. « Il y a des idées mais encore rien de concret à ce stade, l'heure est à la mobilisation des différents acteurs. Une chose est sûre : on a perdu une partie du public des Sauverdias, qui accueillait des personnes en situation de précarité relationnelle », rappelle Olivier Hisette, qui voit pointer l'ombre d'un cercle vicieux, l'absence de dispositif renforçant tant le sentiment d'exclusion que l'exclusion réelle des personnes précaires... Le tout dans un contexte financièrement tendu pour le secteur non-marchand, de discours politiques teintés de pauvrophobie, sur fond de réforme des allocations de chômage. A l'étage du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP), Christine Mahy, sa secrétaire générale, s'inquiète de cette superposition de disparitions de lieux et de services. D'autant que d'autres changements importants se profilent : en 2027, l'abri de nuit du CPAS namurois devra déménager, tout comme le centre Fedasil attenant. Rachetée par le promoteur Thomas & Piron pour 22,5 millions d'euros, l'ancienne caserne militaire qui les regroupe sera transformée en quartier mixte avec 425 logements et plus de 2 500 mètres carrés de services. Sans entrer dans les détails, la présidente du CPAS de Namur, Dorothee Klein, précise que le modèle d'accueil de l'abri de nuit sera revu à cette occasion. « Il s'agit de le faire

évoluer dans l'intérêt des bénéficiaires », instille-t-elle. Pas de quoi rassurer Christine Mahy qui décèle ça et là une kyrielle de fractures sociales. « La fermeture ou la délocalisation d'un lieu ou d'un service est dommageable à plus d'un titre. D'une part, on oublie souvent les énergies et les convictions de celles et ceux qui l'ont fait émerger à la force du poignet. Ça peut provoquer des chocs de découragement chez celles et ceux qui s'y sont investis parce qu'ils y voient une non-reconnaissance radicale. On perd confiance dans l'investissement collectif, dans l'autorité politique. D'autre part, pour les populations qui le fréquentent et peuvent y trouver le chemin d'une forme de stabilité, on casse une branche de l'équilibre fragile qu'elles ont construit – par choix ou non, mais en tout cas par intelligence de survie. Chaque fois qu'on éteint ces lieux-là, on les fragilise et on leur impose de rebondir alors qu'elles sont déjà à la corde ! Et forcément, il y a une perte de lien social. Que ce soit du côté des personnes précaires ou des bénévoles, qui sont souvent eux-mêmes en recherche de ce lien pour mille et une raisons, démêle-t-elle. Malgré la bienveillance et les bonnes volontés, les solutions proposées emportent souvent avec elles leur lot de violences, du fait que rien de tout cela n'est choisi. Par personne. C'est d'ailleurs assez exemplatif de ce qui se passe presque tout le temps dans la lutte contre la pauvreté. » A l'heure de boucler cette édition, aucune réponse structurelle n'a été dégagée pour organiser un accueil de jour le week-end au-delà du plan hiver. Namur n'est pas la seule ville concernée : fin mars, à Bruxelles, l'Asbl l'Îlot annonçait, faute de moyens, la fermeture de son centre de jour chaque samedi et dimanche « pour une durée indéterminée ».-

1. Article 25 de la DUDH : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. »



- Jean-Christophe Guillaume